ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques, le 18 août 1981, d'une demande d'avis sur un projet de loi "concernant l'apport de certaines actions de l'Etat dans le capital social des filiales spécialisées en la matière de la Société nationale d'investissement, ainsi que la cession de certaines obligations de l'Etat à ces sociétés", a donné le 31 août 1981 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 18e augustus 1981 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende inbreng van zekere aandelen van de Staat in het maatschappelijk kapitaal van terzake gespecialiseerde dochtervennootschappen van de Nationale Investeringsmaatschappij, alsook overdracht van zekere obligaties van de Staat aan deze vennootschappen", heeft de 31e augustus 1981 het volgend advies gegeven :

PORTEE DU PROJET.

Selon l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962, modifié par la loi du 4 août 1978, la Société nationale d'investissement et ses filiales spécialisées ont pour objet de contribuer à la mise en oeuvre de la politique industrielle de l'Etat.

Deux arrêtés du 29 juin 1981 ont chargé la S.N.I. de constituer deux sociétés filiales spécialisées. L'une, la S.N.F.C., a pour mission de contribuer au financement approprié du fonctionnement et des projets d'investissements des mines de houille. L'autre, la S.N.S., assure la même mission vis-à-vis du secteur sidérurgique. Pour remplir leur mission, les deux sociétés pourront faire appel aux marchés des capitaux national et international.

Deux arrêtés ministériels du 1er juillet 1981 ont arrêté le modèle de statuts des deux sociétés nationales (Moniteur belge du 3 juillet 1981).

Le projet de loi prévoit l'apport au capital des sociétés filiales de la S.N.I. des actions de sociétés des secteurs considérés, qui sont détenues par l'Etat.

Le projet prévoit, en outre, la cession des obligations de ces mêmes sociétés, que l'Etat possède.

Les sociétés filiales acquerront, dit le projet, la "pleine" propriété des actions (article 4, § 1er), sans

être redevables d'aucune rémunération à l'Etat (articles 1er, § 1er, et 2, § 1er). Elles devront toutefois verser au Trésor tous les revenus de ces actions (article 4, § 2) et, en cas de liquidation, restituer à l'Etat les actions qu'elles détiendraient encore à ce moment.

Bien qu'étant ainsi affirmé, le droit de propriété des actions faisant l'objet des apports, se trouve singulièrement affaibli par le transfert obligatoire de tous les revenus et l'obligation de restituer les actions lorsque la société prendra fin.

Il en sera de même pour les obligations. Leur cession ne donnera pas lieu au versement d'une contrepartie ni à la reconnaissance d'une créance déterminée dans le chef du cédant. Les sociétés filiales auront également la "pleine" propriété de ces obligations à charge de verser au Trésor outre tous les revenus (article 4, § 2), les amortissements et remboursements en principal (article 3, § 3) et, à l'expiration de la société, de restituer à l'Etat les obligations encore détenues.

Pour ce qui est de la vente à des tiers des actions et obligations, celle-ci ne pourra avoir lieu qu'avec une autorisation donnée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après avis des Exécutifs régionaux.

On observera que le texte est muet sur l'éventuelle mise en gage des actions ou des obligations.

Rien n'est dit non plus quant à la destination qui sera donnée au produit de la vente, mais on peut supposer que l'autorisation donnée, au besoin conditionnellement, pourra la préciser.

.../...

Il n'en reste pas moins qu'en l'absence d'un privilège au profit de l'Etat, les actions et obligations constitueront le gage commun des créanciers des sociétés nationales.

La valeur de cet actif dépendra évidemment du relèvement espéré des secteurs industriels en cause, d'autant que bon nombre des obligations souscrites par l'Etat sont conditionnelles, c'est-à-dire subordonnées au retour à meilleure fortune des entreprises assistées.

INTITULE.

L'intitulé du projet est trop long pour pouvoir être cité commodément. Un intitulé sera proposé ci-après avec un texte pour l'ensemble du projet.

ARRETE DE PRESENTATION.

L'arrêté royal de présentation fait défaut.

Compte tenu de l'incidence fiscale de l'article 6 du projet, ce dernier devrait être proposé et contresigné par le Ministre des Finances.

La formule de proposition doit faire mention de l'avis des Exécutifs régionaux, cet avis étant requis par l'article 6, § 1er, VI, alinéa 2, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

.../...

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Conformément à l'article 3sexies, § 2, 3°, de la loi du 2 avril 1962, c'est le conseil d'administration de la S.N.I. qui joue le rôle d'assemblée générale des actionnaires des sociétés filiales, aussi longtemps que la S.N.I. est le seul actionnaire de ces sociétés.

Pour laisser une certaine responsabilité à cet organe autonome, il conviendrait de ne pas dire, à l'article 1er, § 2, que l'apport "donne lieu à une augmentation correspondante du capital social ... à approuver par une assemblée générale ...", mais plutôt que cette augmentation du capital est soumise à l'approbation de cette assemblée.

Cette observation vaut également pour l'article 2, § 2.

Article 2.

Il conviendrait de préciser le point de départ du délai de trente jours pour l'approbation de l'apport.

Article 3.

Cet article prévoit que, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, il pourra être dérogé au transfert immédiat des amortissements et des remboursements des obligations qui sont en cause.

Le législateur étant invité à décider que ces amortissements et remboursements devraient faire retour au Trésor public, on peut supposer que la dérogation ne concernerait que l'octroi d'un éventuel délai pour l'opération de transfert, sans mettre en cause la créance de l'Etat. Le texte devrait être précisé sur ce point.

Cette observation vaut également pour la disposition concernant les revenus (article 4, § 2, du projet).

Article 4.

Après les limitations prévues aux articles précédents, il ne paraît pas nécessaire, au paragraphe 1er, de mettre l'accent sur l'acquisition par les sociétés filiales de la "pleine" propriété des actions et des obligations.

Par ailleurs, selon l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962, modifié par la loi du 4 août 1978, les sociétés filiales spécialisées ont pour objet de contribuer à la mise en oeuvre de la politique industrielle de l'Etat; elles sont tenues d'accomplir toutes missions qui leur sont confiées par des lois spéciales ou par des arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres. Selon l'article 2ter, la S.N.I. doit veiller, par une concertation permanente, à sauvegarder une unité dans la politique générale à suivre par elle-même et ses filiales spécialisées.

Dès lors, l'affirmation que l'exercice des droits de propriété sur les actions et obligations doit tenir compte des intérêts de l'Etat constitue une redondance et elle doit être omise.

\+

\+ \+

Suivant le paragraphe 2 :

"La SNFC et la SNS verseront au Trésor, immédiatement après leur perception, tous les revenus de ces actions et obligations, sauf disposition dérogatoire par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et après avis des exécutifs régionaux".

L'avis des Exécutifs régionaux est requis en vertu de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 2, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. La dérogation permise à la règle principale que le paragraphe 2 en projet énonce, ne peut en effet s'analyser que comme une décision prise par l'autorité nationale dans des secteurs où une politique sectorielle nationale est reconnue.

Dès lors, les mots "et après avis des exécutifs régionaux", qui n'ont d'ailleurs pas leur place dans une loi destinée à être votée à la majorité ordinaire, sont superflus et doivent être omis.

La même observation vaut pour le paragraphe 3.

\+

\+ \+

L'autorisation étant une des conditions de validité de l'acte de cession et devant donc précéder celui-ci, il ne s'indique pas de qualifier cette autorisation de "préalable", comme le fait le paragraphe 3.

Article 6.

Il importe de préciser, ainsi que le fait l'exposé des motifs, la nature de l'exemption fiscale accordée.

\+

Le texte suivant est proposé :

"PROJET DE LOI RELATIVE AUX FILIALES DE LA SOCIETE NATIONALE D'INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR DES CHARBONNAGES ET DANS CELUI DE LA SIDERURGIE.

- - - - - - - - - - - - - - - - -

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre des Finances, et de l'avis des Exécutifs régionaux,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques, et Notre Ministre des Finances sont chargés de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

§ 1er. Les actions que l'Etat détient, à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, d'une part, dans les entreprises du secteur des charbonnages et, d'autre part, dans les entreprises du secteur de la sidérurgie, tels que ces

secteurs sont visés à l'article 6, § 1er, VI, alinéa 2, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, font l'objet respectivement d'un apport sans rémunération au profit de l'Etat au capital social de la Société nationale pour le financement des charbonnages, ci-après désignée par le sigle S.N.F.C., et d'un apport sans rémunération au profit de l'Etat au capital social de la Société nationale de participation et de financement de la sidérurgie, ci-après désignée par le sigle S.N.S. .

§ 2. Ces apports donnent lieu respectivement à une augmentation du capital social de la S.N.F.C. et de celui de la S.N.S., sans émission d'actions nouvelles.

Ces apports sont soumis, dans les trente jours de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires respectivement de la S.N.F.C. et de la S.N.S., conformément à l'article 34 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et à l'article 3sexies, § 2, 3° et 4°, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement.

Article 2.-

Les actions que l'Etat acquerra, le cas échéant, dans les entreprises visées à l'article 1er, § 1er, en exécution des plans de restructuration sectoriels qui auront été approuvés par le Conseil des Ministres avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, feront également l'objet, dès leur acquisition, d'un apport, respectivement au capital social de la S.N.F.C. et à celui de la S.N.S., sans rémunération au profit de l'Etat.

Ces apports donneront également lieu à des augmentations respectivement du capital social de la S.N.F.C. et de la S.N.S., conformément aux modalités prévues à l'article 1er, § 2; ils seront soumis à l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires dans les trente jours de la date d'acquisition des actions par l'Etat.

Article 3.-

§ 1er. Les obligations appartenant à l'Etat, qui ont été émises par les entreprises visées à l'article 1er, § 1er, qu'elles soient convertibles en actions ou assorties d'un droit de souscription, émises ou non sous condition suspensive, ainsi que celles auxquelles l'Etat, le cas échéant, souscrira en exécution des plans de restructuration visés à l'article 2, sont cédées à la S.N.F.C. ou à la S.N.S., selon le secteur industriel auquel appartient la société qui a émis les obligations.

Cette cession produit ses effets, sans autre formalité, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et, en ce qui concerne les obligations auxquelles l'Etat souscrira après cette entrée en vigueur, à la date de leur souscription, que celle-ci soit ou non sous condition suspensive.

§ 2. La S.N.F.C. et la S.N.S. verseront au Trésor, dès leur réception, les amortissements et remboursements en principal des obligations visées au paragraphe 1er, sauf disposition dérogatoire ... (voir observation relative à l'article 3).

.../...

§ 3. Les actions obtenues par suite de la conversion des obligations convertibles visées au paragraphe 1er seront, immédiatement après la conversion, apportées au capital social de la S.N.F.C. et à celui de la S.N.S., sans rémunération au profit de l'Etat, et entraîneront des augmentations du capital social de la S.N.F.C. et de celui de la S.N.S., selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues aux articles 1er, § 2, et 2, alinéa 2.

Article 4.-

La S.N.F.C. et la S.N.S. verseront au Trésor, dès leur perception, tous les dividendes, intérêts ou autres produits des actions et obligations visées aux articles 1er à 3, sauf disposition dérogatoire .... (voir observation relative à l'article 3).

Article 5.-

La S.N.F.C. et la S.N.S. ne pourront céder (ni mettre en gage) les actions et obligations visées aux articles 1er à 3 qu'avec l'autorisation du Roi, après délibération en Conseil des Ministres.

En cas de liquidation de la S.N.F.C. ou de la S.N.S., les mêmes actions et obligations, dont elles seraient encore propriétaires, feront retour à l'Etat.

Article 6.-

L'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales n'est pas applicable au droit de vote attaché aux actions que la S.N.F.C. et la S.N.S. acquièrent en application de la présente loi.

Article 7.-

Les apports visés aux articles 1er à 3 sont enregistrés gratuitement.

Article 8.-

Chaque année, le Ministre des Affaires économiques fera rapport au Parlement sur les opérations qui ont été effectuées en application de la présente loi, durant l'année écoulée.

Article 9.-

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

STREKKING VAN HET ONTWERP.

Volgens artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1978, hebben de Nationale Investeringsmaatschappij en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen tot doel bij te dragen tot de tenuitvoerlegging van de industriële politiek van de Staat.

Twee koninklijke besluiten van 29 juni 1981 hebben de N.I.M. belast met het oprichten van twee gespecialiseerde dochtervennootschappen. De ene, de N.M.F.S., heeft tot taak bij te dragen tot een doelmatige financiering van de werking en van de investeringsprojecten van de steenkolenmijnen. De andere, de N.M.S., vervult dezelfde taak ten aanzien van de staalsector. Voor het vervullen van hun taak zullen beide maatschappijen een beroep kunnen doen op de nationale en internationale kapitaalmarkten.

Twee ministeriële besluiten van 1 juli 1981 hebben het model van de statuten van beide nationale maatschappijen vastgesteld (Belgisch Staatsblad van 3 juli 1981).

Het wetsontwerp voorziet in de inbreng in het maatschappelijk kapitaal van de dochtervennootschappen van de N.I.M., van de aandelen van vennootschappen uit de bewuste sectoren, welke de Staat bezit.

Het ontwerp voorziet bovendien in de overdracht van de obligaties van diezelfde vennootschappen, welke de Staat bezit.

De dochtervennootschappen zullen, aldus het ontwerp, de "volle" eigendom van de aandelen verkrijgen (artikel 4, § 1)

.../...

zonder dat zij enige vergoeding aan de Staat verschuldigd zijn (artikelen 1, § 1, en 2, § 1). Zij zullen nochtans alle inkomsten van die aandelen aan de Schatkist moeten storten (artikel 4, § 2) en, in geval van vereffening, de aandelen die zij alsdan nog mochten bezitten, aan de Staat teruggeven.

Ofschoon aldus bevestigd, wordt het eigendomsrecht van de ingebrachte aandelen sterk afgezwakt door de verplichte overdracht van alle inkomsten en de verplichte teruggave van de aandelen wanneer de maatschappij ophoudt te bestaan.

Dat zal ook het geval zijn met de obligaties. De overdracht ervan zal geen aanleiding geven tot het storten van een tegenwaarde of tot de erkenning van een bepaalde schuldvordering ten aanzien van de overdrager. De dochtervennootschappen zullen ook de "volle" eigendom van die obligaties hebben, met dien verstande dat zij, benevens de inkomsten (artikel 4, § 2), ook de aflossingen en de terugbetalingen in hoofdsom (artikel 3, § 3) aan de Schatkist zullen moeten storten en bij het ophouden van de vennootschap, de obligaties die zij alsdan nog bezitten, aan de Staat zullen moeten teruggeven.

Wat de verkoop van de aandelen en obligaties aan derden betreft, deze zal slechts mogen geschieden met een machtiging die wordt verleend bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, na advies van de Gewestexecutieven.

Op te merken valt dat de tekst met geen woord rept van de eventuele inpandgeving van de aandelen of van de obligaties.

Over de bestemming van de opbrengst van de verkoop wordt evenmin gesproken, maar men mag aannemen dat daaromtrent aanwijzingen zullen kunnen worden gegeven in de, zo nodig voorwaardelijk, verleende machtiging.

.../...

Dit neemt niet weg dat de aandelen en obligaties, bij ontstentenis van een voorrecht van de Staat, tot gemeenschappelijke waarborg voor de schuldeisers van de nationale maatschappijen zullen strekken.

De waarde van dat actief zal uiteraard afhangen van de verwachte wederopleving van de betrokken industriële sectoren, te meer daar heel wat van de obligaties waarop de Staat heeft ingeschreven voorwaardelijk zijn, met andere woorden afhankelijk van de wederopbloei van de geholpen ondernemingen.

OPSCHRIFT.

Het opschrift van het ontwerp is te lang om gemakkelijk aangehaald te kunnen worden. Hierna zal een opschrift worden voorgesteld samen met een tekst voor het hele ontwerp.

INDIENINGSBESLUIT.

Het koninklijk besluit tot indiening van het ontwerp ontbreekt.

Gelet op de fiscale terugslag van artikel 6 van het ontwerp, zal dit laatste ook door de Minister van Financiën voorgedragen en medeondertekend moeten worden.

In het voordrachtformulier moet melding worden gemaakt van het advies van de Gewestexecutieven, welk advies vereist is door artikel 6, § 1, VI, tweede lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

.../...

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Overeenkomstig artikel 3sexies, § 2, 3°, van de wet van 2 april 1962, is het de raad van beheer van de N.I.M. die de rol vervult van de algemene vergadering der aandeelhouders van de dochtervennootschappen, zolang de N.I.M. de enige aandeelhouder van die vennootschappen is.

Om aan dat autonoom orgaan enige verantwoordelijkheid te laten, zou in artikel 1, § 2, niet mogen worden gezegd dat de inbreng aanleiding geeft tot "een overeenkomstige verhoging van het maatschappelijk kapitaal ... goed te keuren door een buitengewone algemene vergadering ...", maar zou eerder moeten worden gesteld dat die kapitaalverhoging onderworpen is aan de goedkeuring van die vergadering.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 2, § 2.

Artikel 2.

Er zou nader moeten worden bepaald wanneer de termijn van dertig dagen voor de goedkeuring van de inbreng ingaat.

Artikel 3.

Dit artikel bepaalt dat bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit zal kunnen worden afgeweken van de onmiddellijke overdracht van de aflossingen en de terugbetalingen van de betrokken obligaties.

.../...

Nu de wetgever wordt verzocht te beslissen dat die aflossingen en terugbetalingen opnieuw in de Schatkist zouden moeten komen, mag worden aangenomen dat de afwijking alleen betrekking zou hebben op het toestaan van een eventuele termijn voor het verrichten van de overdracht, zonder de schuldvordering van de Staat in het geding te brengen. De tekst zou in dat opzicht moeten worden gepreciseerd.

Deze opmerking geldt ook voor de bepaling betreffende de inkomsten (artikel 4, § 2, van het ontwerp).

Artikel 4.

Na de beperkingen die in de vorige artikelen zijn opgelegd, lijkt het niet noodzakelijk in paragraaf 1 de klemtoon te leggen op het verkrijgen, door de dochtervennootschappen, van de "volle" eigendom van de aandelen en van de obligaties.

Volgens artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1978, hebben de gespecialiseerde dochtervennootschappen anderzijds tot doel bij te dragen tot de tenuitvoerlegging van de industriële politiek van de Staat; zij zijn verplicht alle opdrachten te vervullen die hun bij bijzondere wetten of bij in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten worden toevertrouwd. Volgens artikel 2ter moet de N.I.M., door een permanent overleg, erover waken dat er eenheid bestaat in de algemene politiek gevolgd door haarzelf en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen.

De bewering dat de eigendomsrechten op de aandelen en obligaties moeten worden uitgeoefend met de belangen van de Staat voor ogen, dient derhalve als een nodeloze herhaling te vervallen.

\+

\+ \+

Paragraaf 2 bepaalt :

"De N.M.F.S. en de N.M.S. zullen alle inkomsten van bedoelde aandelen en obligaties onmiddellijk na ontvangst storten aan de Schatkist, behoudens afwijkende regeling bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit en na advies van de gewestexecutieven".

Het advies van de Gewestexecutieven is vereist krachtens artikel 6, § 1, VI, tweede lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De toegestane afwijking van de hoofdregel die in de ontworpen paragraaf 2 is gesteld, kan immers niet anders worden gezien dan als een beslissing door de nationale overheid genomen in sectoren waar een nationaal sectorieel beleid erkend is.

Derhalve zijn de woorden "en na advies van de gewestexecutieven", die overigens niet op hun plaats zijn in een bij gewone meerderheid aan te nemen wet, overbodig; zij moeten vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 3.

+

+ +

Aangezien de machtiging een van de voorwaarden voor de geldigheid van de overdracht is en dus daaraan moet voorafgaan, past het niet te spreken van een "voorafgaande" toelating (lees : machtiging) zoals paragraaf 3 doet.

.../...

Artikel 6.

Hier behoort nader te worden bepaald, zoals in de memorie van toelichting, om welke belastingvrijstelling het gaat.

+

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE DOCHTERVENNOOTSCHAPPEN VAN DE NATIONALE INVESTERINGSMAATSCHAPPIJ IN DE SECTOR VAN DE STEENKOLENMIJNEN EN IN DIE VAN DE STAALNIJVERHEID.

- - - - - - - - - - - -

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en van Onze Minister van Financiën, en op het advies van de Gewestexecutieven,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Financiën zijn gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst volgt :

.../...

Artikel 1.-

§ 1. De aandelen die de Staat op de dag van de inwerkingtreding van deze wet bezit, enerzijds in de ondernemingen uit de sector van de steenkolenmijnen en, anderzijds, in de ondernemingen uit de sector van de staalnijverheid, zoals die sectoren zijn bedoeld in artikel 6, § 1, VI, tweede lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, worden respectievelijk ingebracht, zonder vergoeding ten voordele van de Staat, in het maatschappelijk kapitaal van de Nationale Maatschappij voor de financiering van de steenkolenmijnen, hierna aangewezen met de afkorting N.M.F.S., en in het maatschappelijk kapitaal van de Nationale Maatschappij voor participatie in en financiering van de staalnijverheid, hierna aangewezen met de afkorting N.M.S. .

§ 2. Deze inbrengen geven respectievelijk aanleiding tot een verhoging van het maatschappelijk kapitaal van de N.M.F.S. en van dat van de N.M.S., zonder uitgifte van nieuwe aandelen.

Deze inbrengen worden, binnen dertig dagen na de datum van inwerkingtreding van deze wet, onderworpen aan de goedkeuring van een buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders van de N.M.F.S. of van de N.M.S., al naar het geval, overeenkomstig artikel 34 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en artikel 3sexies, § 2, 3° en 4°, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen.

Artikel 2.-

De aandelen die de Staat, in voorkomend geval, in de in artikel 1, § 1, bedoelde ondernemingen nog zal verkrijgen ter uitvoering van de sectoriële herstructureringsplannen die

.../...

door de Ministerraad zullen zijn goedgekeurd vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet, zullen eveneens, onmiddellijk bij hun verkrijging, respectievelijk worden ingebracht in het maatschappelijk kapitaal van de N.M.F.S. en in dat van de N.M.S., zonder vergoeding ten voordele van de Staat.

Deze inbrengen geven eveneens respectievelijk aanleiding tot verhoging van het maatschappelijk kapitaal van de N.M.F.S. en van dat van de N.M.S. overeenkomstig de regels bepaald in artikel 1, § 2; zij worden, binnen dertig dagen na de datum waarop de Staat de aandelen heeft verkregen, onderworpen aan de goedkeuring van een buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders.

Artikel 3.-

§ 1. De aan de Staat toebehorende obligaties die zijn uitgegeven door de in artikel 1, § 1, bedoelde ondernemingen, al dan niet converteerbaar in aandelen of met inschrijvingsrecht, en al dan niet uitgegeven onder opschortende voorwaarde, alsook die waarop de Staat, in voorkomend geval, nog zal inschrijven ter uitvoering van de in artikel 2 bedoelde herstructureringsplannen, worden overgedragen aan de N.M.F.S. of aan de N.M.S., al naar de industriële sector waartoe de vennootschap behoort die de obligaties heeft uitgegeven.

Deze overdracht is effectief, zonder verdere formaliteiten, op de datum van inwerkingtreding van deze wet en, wat de obligaties betreft waarop de Staat na die inwerkingtreding nog zal inschrijven, op de datum van de inschrijving, ongeacht of deze al dan niet onder opschortende voorwaarde geschiedt.

.../...

§ 2. De N.M.F.S. en de N.M.S. storten de aflossingen en terugbetalingen in hoofdsom van de in paragraaf 1 bedoelde obligaties dadelijk na ontvangst aan de Schatkist, behoudens afwijkende regeling ... (zie opmerking betreffende artikel 3).

§ 3. De aandelen verkregen als gevolg van de conversie van de in paragraaf 1 bedoelde converteerbare obligaties worden onmiddellijk na de conversie ingebracht in het maatschappelijk kapitaal van de N.M.F.S. en in dat van de N.M.S., zonder vergoeding ten voordele van de Staat, en geven aanleiding tot verhoging van het maatschappelijk kapitaal van de N.M.F.S. en van dat van de N.M.S. volgens dezelfde regels als bepaald in artikel 1, § 2, en artikel 2, tweede lid.

Artikel 4.-

De N.M.F.S. en de N.M.S. storten alle dividenden, interesten of andere opbrengsten van de in de artikelen 1 tot 3 bedoelde aandelen en obligaties dadelijk na ontvangst aan de Schatkist, behoudens afwijkende regeling ... (zie opmerking betreffende artikel 3).

Artikel 5.-

De N.M.F.S. en de N.M.S. mogen de in de artikelen 1 tot 3 bedoelde aandelen en obligaties niet overdragen (of in pand geven) dan met machtiging van de Koning, na beraadslaging in Ministerraad.

Bij vereffening van de N.M.F.S. of van de N.M.S. keren dezelfde obligaties, die zij nog in eigendom mochten bezitten, terug naar de Staat.

.../...

Artikel 6.-

Artikel 76 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen is niet van toepassing op het stemrecht dat verbonden is aan de aandelen die de N.M.F.S. en de N.M.S. verkrijgen met toepassing van deze wet.

Artikel 7.-

De inbrengen bedoeld in de artikelen 1 tot 3 worden kosteloos geregistreerd.

Artikel 8.-

Ieder jaar brengt de Minister van Economische Zaken aan het Parlement verslag uit over de verrichtingen die in het afgelopen jaar zijn gedaan met toepassing van deze wet.

Artikel 9.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

La chambre était composée de			De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	:	P. TAPIE,	président de chambre, kamervoorzitter,
		J. LIGOT, A. VANWELKENHUYZEN,	conseillers d'Etat, staatsraden,
		R. PIRSON,	assesseurs de la section de législation,
		L. MATRAY,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	:	M. VAN GERREWEY,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY,
Greffier assumé.
Toegevoegd griffier.

P. TAPIE.